

Mariane P. AC ! Gironde (33)

J'ai rejoint AC ! en 1994-1995, et je suis toujours adhérente, mais plus active depuis deux ans. J'avais 34 ans en 1994, j'étais au chômage et je me rendais compte que c'était très dur, que j'allais y rester. J'ai connu la précarité et les Contrats Emploi Solidarité (CES) avec un bac +3 et cinq ans d'expérience comme documentaliste. Puis, j'ai connu le sentiment de culpabilité du chômage et les difficultés en étant aux Assedic. Je me sentais aussi concernée par la situation politique et j'étais engagée à gauche.

Un jour j'ai croisé une vingtaine de militants dans la rue Sainte Catherine, qui est une rue commerciale et passante de Bordeaux. Ils allaient assaillir bruyamment un restaurant Mc Donald en criant « tous ensemble ». Je n'ai pas passé mon chemin, je suis entrée avec eux. Pour moi l'idée c'était de montrer que le ou la chômeur-se. était de fait exclu.e des restaurants et de la vie sociale, ce n'était même pas de critiquer la malbouffe !

Puis, il y a eu une manifestation contre la précarité, place de la Victoire, j'y suis allée aussi. On est allés faire une réquisition au restaurant dans la foulée, c'était dans une grande chaîne au centre-ville. On a pris des tables à quinze, on a commandé, puis on a demandé à voir le gérant et on lui a expliqué qu'on ne paierait pas. Il a paniqué et a appelé la police. On s'est tous fait embarquer pour interrogation au commissariat. L'affaire est allée jusqu'au tribunal. Le jour de l'audience, le directeur est venu et a plaisanté avec nous, il s'est excusé et nous a dit avoir tenté de retirer sa plainte qu'il regrettait. On est finalement sortis sans condamnation et en scandant à nouveau « tous ensemble ! »

L'esprit d'AC ! me plaisait. C'était très axé sur les conditions de vie des chômeurs. Une revendication que je trouvais super intéressante, c'était celle des « transports gratuits pour les chômeurs ». Ça relevait de la vie quotidienne. Nous étions très touchés par le chômage dans la région et nous nous considérions comme des « privés d'emploi ». J'étais bluffée en arrivant à Bordeaux et en découvrant que j'avais le

bus gratuit, grâce à une victoire d'AC !. Alors, j'ai continué la lutte, mais pour obtenir le train gratuit. On s'y est pris jusqu'à l'obtenir. On montait dans les wagons sans payer et en distribuant des tracts.

Nous étions une vingtaine, le local était toujours plein à craquer. Grâce à AC ! on a eu une défense des droits.

J'ai participé à des occupations d'Assedic, d'une CCI et du Grand Théâtre. On a été délogés avec respect et sans violence à chaque fois, ce ne serait pas le cas aujourd'hui. Aujourd'hui, en faisant ça, on s'en tirerait au minimum avec une garde à vue, peut-être avec des blessures. On souffre aussi de la fermeture des guichets, de la délocalisation de certains services (on doit par exemple s'adresser à Lille pour les transports gratuits en Nouvelle Aquitaine), et de la dématérialisation. On ne peut plus protester sur un site avec les mêmes stratégies que dans les années 1990.